

## **Les visiteurs verts La guérilla dans les plantations guatémaltèques**

**CHARLES-EDOUARD DE SUREMAIN**

Comment l'ethnologue peut-il interpréter un événement qui vient soudainement bouleverser le cours de la vie quotidienne de l'univers qu'il étudie? S'agit-il, pour reprendre l'expression de Fernand Braudel (1958 : 728), d'en souligner la dimension « sonnante » et exceptionnelle, de l'ignorer ou de le restituer dans une longue chaîne de causalités historiques et structurelles? Je me suis trouvé devant cette question lorsque, en 1987-88, j'ai séjourné pour mon terrain de recherche dans de grandes plantations de café guatémaltèques visitées par la guérilla. Une fois passé l'effet de surprise, j'ai tenté de décrire et d'interpréter le mieux possible ces visites.

### **LES ACTEURS DE LA GUERRE (1978-1985)**

Avant de s'arrêter sur les visites de la guérilla opérées dans les plantations, il convient de rappeler qu'entre 1978 et 1985, le Guatemala a enduré une véritable guerre civile. Celle-ci a mis aux prises l'armée, la guérilla et une population indienne qui servait de chair à canon aux guérilleros et de bouc émissaire aux militaires. Les racines de la guerre sont anciennes

et complexes<sup>1</sup>. L'inégalité foncière, la mise à l'écart de la population indienne par la société, la confusion entre le pouvoir militaire et politique, le recours systématique à la violence pour éliminer les syndicats et les mouvements sociaux, la crispation de l'oligarchie pour maintenir ses privilèges, sont autant de facteurs qui contribuent à expliquer l'embrasement de la situation. La dimension religieuse n'est pas non plus absente de la guerre. Des factions conservatrices et des factions révolutionnaires de l'Église catholique, proches du Sentier Lumineux, se sont en effet heurtées directement et indirectement, tandis que les sectes protestantes, dans leur version fondamentaliste, sont parvenues à conquérir les âmes de près de 25 % de la population (Le Bot 1992 : 211). En tout état de cause, en près d'une décennie, la guerre aura balayé de la carte d'innombrables communautés indiennes, provoqué la mort de près de 50 000 personnes et déplacé environ 150 000 guatémaltèques à l'extérieur du pays.

Quoiqu'elle se présente comme unifiée sous la bannière de l'UNRG (« Union Nationale des Rebelles Guatémaltèques »), la guérilla se compose de groupes d'importance démographique, d'ancienneté et de modes d'action divers. Tandis que certains sont mobiles dans le pays (comme celui dont il va être question ici), d'autres groupes s'inscrivent plus durablement dans un territoire donné en s'appuyant sur les populations locales et les syndicats. Pour ce qui concerne les effectifs de la guérilla, il y aurait eu environ 6 000 combattants au moment le plus dur de la guerre (Le Bot 1992 : 195). De son côté, l'armée guatémaltèque est devenue, pendant le conflit, la seconde d'Amérique centrale avec plus de 50 000 hommes en 1985 contre moins de 15 000 en 1977 (Rouquié 1992 : 262).

#### PLANTATIONS ET OUVRIERS DU CAFÉ

À l'instar d'autres régions du continent, le secteur des grandes plantations coexiste avec un secteur de petites propriétés. Le Guatemala est cependant le pays d'Amérique latine où l'inégalité foncière est la plus importante (Demyk 1991 : 132). En outre, le secteur minifundiste se concentre dans les hautes terres du pays, lesquelles

1. Elles sont longuement analysées dans l'ouvrage d'Yvon Lebot (1992).

sont essentiellement peuplées par une population d'origine indienne. Actuellement, le Guatemala demeure l'un des rares pays d'Amérique latine dont la population est en majorité rurale et indienne.

Il faut également rappeler que le Guatemala se situe parmi les dix premiers pays producteurs de café *arabica* dans le monde. À elle seule, la caféiculture assure plus de la moitié du Produit National Brut du pays et rapporte l'essentiel des devises. Les plantations de café que l'on appelle localement les *fincas*, présentent par ailleurs l'originalité d'être particulièrement grandes par rapport à leurs homologues d'Amérique latine et même du monde. En moyenne, elles font entre 100 et 200 hectares contre 50 à 100 ha dans les pays voisins (El Salvador, Costa Rica). La culture du café appartient donc à la grande propriété et génère des rentes fluctuantes, certes, mais élevées. Les maîtres de la terre, les *finqueros*, sont pour la plupart d'origine européenne, surtout germanique. Ils forment le « noyau dur » de l'oligarchie. Depuis le dernier tiers du 19<sup>e</sup> siècle, date de la croissance décisive de la caféiculture, l'ordre de la plantation contribue fortement à la structuration des paysages, de l'économie et de la société guatémaltèques.

Le café est une culture pérenne qui requiert de nombreux soins - en tout cas dans les exploitations modernisées. Contrairement à la canne à sucre, par exemple, il ne s'agit pas d'une culture mécanisable, la plante croissant sur de fortes pentes boisées. De ces caractéristiques essentielles, il découle des conditions de travail et d'existence spécifiques pour les ouvriers du café. Les *fincas* abritent en effet de nombreuses familles vivant chacune en permanence dans de petites baraques (*ranchos*) au sein d'un campement (*ranchería*). Dans la plupart des campements, on ne dénombre pas moins d'une centaine de familles. En général, ces familles s'organisent autour d'un homme, le « chef de famille », qui est le seul à bénéficier d'un contrat de travail permanent. Ce contrat prévoit un salaire, un logement, le bénéfice de la Sécurité Sociale, l'école pour les enfants et quelques prérogatives comme celle d'utiliser la rivière et de ramasser le bois mort de l'exploitation.

Enfin, les populations ouvrières qui vivent dans les *fincas* n'ont plus, sauf exception, que très peu d'attaches familiales et foncières

dans les hautes terres. Elles s'identifient davantage à l'univers de la côte et aux Métais (on dit les *Ladinos*) qu'aux Indiens-paysans (appelés péjorativement les *Indios*) qu'ils méprisent le plus souvent. Au Guatemala, les ouvriers ont quitté leur terroir d'origine depuis environ un siècle, pour recréer un univers social et culturel original dans l'enceinte relativement close de la *finca*. Ce sont ces plantations qui ont reçu les visites de la guérilla pendant que j'y séjournais.

#### GUÉRILLEROS ET FINQUEROS : PETITE HISTOIRE D'UNE CONFRONTATION

Globalement, les régions de plantations sont restées relativement à l'écart de la violence. Elles n'ont pas eu à subir de bombardements et de pillages comme dans les hautes terres. Néanmoins, avec la radicalisation du conflit armé au début des années 80, les *finqueros* de la Costa Cuca (du nom de la région de l'ouest du pays où j'ai travaillé) durent compter avec de nouveaux interlocuteurs : les guérilleros. Dorénavant, les planteurs se trouvaient dans la nécessité de se prononcer sur le conflit guatémaltèque et de prendre des mesures locales et pragmatiques. Car le problème que leur posait la guérilla concernait directement leur avenir, celui des ouvriers agricoles et des *fincas*.

À partir de 1982, plusieurs groupuscules de guérilleros - appelés les « extra-terrestres », les « visiteurs verts » ou les « gosses » par les *finqueros* - circulaient dans la région sans points d'attache fixes. En se réfugiant dans les plis des volcans, la forêt et les ravins, avant de réapparaître quelques heures durant, les « visiteurs verts » appliquaient le « foquisme » ou la « stratégie du foyer ». Comme les coups de feux résonnèrent de plus en plus fréquemment dans les montagnes, la peur s'installa et de nombreux planteurs s'en allèrent à la capitale, laissant les plantations aux mains de leurs administrateurs.

À cette époque, la tension monta d'un cran lorsque la guérilla incendia le *beneficio* (l'exploitation) d'un grand planteur d'origine européenne. Sain et sauf, celui-ci vendit son exploitation en expliquant qu'il préférerait quitter la région « plutôt que d'être racketté par les terroristes ». Suivirent

alors des accrochages avec les militaires. Quelques mois plus tard, la situation se durcit encore quand un autre planteur – toujours d’origine européenne – fut brûlé vif dans son hélicoptère. Mais, cette fois, on ne parla plus d’acte raciste ou de tentative de racket. On pensa plutôt que le *finquero* avait été tué car les militaires avaient réquisitionné son hélicoptère – sans lui demander son avis – afin de poursuivre un groupe d’insurgés. Considéré comme un agent de l’armée par les guérilleros, le *finquero* aurait ensuite été exécuté par ceux-ci en guise de représailles et pour servir d’exemple aux planteurs tentés de collaborer avec les militaires.

Dès lors, les *finqueros* se sentirent pris entre deux feux. D’un côté, ils n’avaient pas confiance en l’armée pour assurer la sécurité de la région... mais ils étaient contraints de lui fournir des renseignements sous peine d’être accusés à leur tour de collaboration avec la subversion. De l’autre, les planteurs étaient bien obligés de céder aux exigences financières des subversifs sous peine d’être condamnés à mort. Cette situation provoqua une nouvelle vague de départs des *finqueros* vers la ville. Certains tentèrent même de vendre leur exploitation à bas prix sans toujours y parvenir. Pour les quelques planteurs demeurés sur place, la tension fut d’autant plus lourde à supporter que leurs voisins et les militaires étaient persuadés qu’ils avaient scellé un pacte secret avec la subversion pour assurer leur sécurité.

Dans ce contexte, les *finqueros* de la Costa Cuca qui avouent avoir reçu des visites de la guérilla se comptent sur les doigts d’une main. Les ouvriers agricoles se montrent d’ailleurs tout aussi discrets que leurs patrons. Les militaires de la région, pour leur part, n’encouragent guère les discussions sur la guérilla, à moins que ce ne soit pour en dénoncer catégoriquement l’action. J’estime pourtant que le nombre de *fincas* visitées par la guérilla dans la région entre 1983 et 1988 se monte à une vingtaine<sup>2</sup>.

#### LA « VISITE » GUIDÉE DE LA FINCA

Mais qui sont les visiteurs verts ? Allaient-ils se contenter de racketter les propriétaires ou iraient-ils, comme le prévoyaient les mili-  
 2. « En février 1990, écrit Michel Demyk, le guérillero Gaspar Ilom [le chef de l’ORPA] déclare qu’en 1989, la guérilla a causé 2 370 pertes aux militaires au cours de 1 680 actions sur 60 % du territoire national » (1991 : 150). Malheureusement, l’auteur n’indique pas si ces actions comprennent les visites de plantations.

taires, jusqu'à saboter l'appareil productif des plantations et soulever les populations contre les patrons ?

À l'occasion de ses contacts avec les habitants de la Costa Cuca, la guérilla distribuait des tracts signés de l'« Organisation du Peuple en Armes » (ORPA)<sup>3</sup>. Puis, les guérilleros pénétraient dans les exploitations.

C'est plutôt à l'aube naissante que les « visiteurs verts » investissent une plantation. Selon les témoignages, leur nombre varie de 15 à 50. Il s'agit en majorité d'hommes, quoique les femmes soient toujours représentées. Si quelques combattants ont un type physique européen, la plupart sont Métis et quelques-uns sont Indiens. Équipés de treillis, de bottes et de casquettes, les guérilleros sont armés de fusils ou de mitraillettes - parfois de grenades - selon le grade qu'ils occupent dans la hiérarchie du groupe<sup>4</sup>. Ils se dirigent directement vers la *casa grande*, la demeure de maître, et somment ses occupants d'en sortir. Plusieurs soldats fouillent alors la maison, cherchant les armes qui peuvent y être cachées. L'identification de la provenance des armes est essentielle, car le port de certaines requiert un permis militaire. Dans ce cas, cela signifie que le *finquero* a de bonnes relations avec l'armée et il devra s'en expliquer ; si les armes trouvées sont banales, elles sont simplement confisquées.

Après la fouille de la *casa grande*, le « commandant » pose au planteur une série de questions afférentes aux conditions quotidiennes de travail et de vie à la plantation : le montant du salaire versé aux ouvriers, s'ils sont affiliés à la Sécurité Sociale, si le maître d'école vient fréquemment, si le septième jour et les congés payés sont respectés... Pendant ce temps, d'autres combattants se dirigent vers les *rancherías*, interceptant l'administrateur au passage. Le « second » du groupe mène auprès de l'administrateur la même

3. D'après Yvon Le Bot, l'ORPA est l'une des organisations de guérilla les plus « mystérieuses » d'Amérique latine (1992 : 12). On sait pourtant que la création du groupe remonte à 1971 et qu'il s'agit d'une émanation des « Forces Armées Rebelles » (FAR), un mouvement extrêmement actif dans le nord du pays pendant les années 1960. On sait également qu'à l'instar des FAR à leurs débuts, l'ORPA pratique la stratégie du foquisme. Avant son apparition publique sur la Costa Cuca en 1982, l'ORPA agissait dans les départements à majorité indienne des hautes terres du pays.

4. D'après les sources militaires citées par Yvon Le Bot (1992 : 195) : « [l'ORPA] avait en sa possession [en 1987] deux fois plus de fusils qu'elle ne comptait de combattants [environ 500] ».

enquête que le commandant auprès du planteur. Simultanément, des hommes de troupe interrogent quelques *rancheros*.

Dans un deuxième temps, les insurgés et le second rejoignent leur commandant à la maison de maître. À ce moment, il s'agit moins de vérifier la véracité des informations fournies par le patron – qui dans les circonstances n'oserait pas mentir – que d'échanger des impressions, afin de mieux déterminer l'objet de la discussion qui va suivre. Après un bref conciliabule, le commandant dit au *finquero* ce qu'il pense du climat social et de la vie à la *finca*, tout en évaluant sa part de responsabilité dans cet état de fait.

Viennent alors les revendications. Le commandant demande au planteur d'augmenter les salaires et d'améliorer l'habitat dans les campements. Le ton de la discussion dépend du répondant du *finquero*, de la manière dont il va se justifier ou de son silence. Parfois, une négociation cordiale sur la nature et le rythme des changements à effectuer dans la *finca* s'engage entre les interlocuteurs. Les guérilleros engagent le planteur à améliorer tel ou tel aspect de la vie matérielle. Ils promettent alors de revenir afin de vérifier si les changements préconisés ont bien été effectués par le *finquero*.

Dans un troisième temps, une fois la conversation terminée, les « visiteurs verts » repartent rapidement vers les montagnes à travers les caféières. Pour les *finqueros*, se pose alors le délicat problème de savoir dans quels délais ils vont avertir les militaires de la visite de leurs « inspecteurs du travail ». S'empressement serait risqué, car de violents combats pourraient s'engager dans la région. Outre les dégâts matériels et les pertes humaines, les planteurs pourraient être châtiés par les guérilleros pour leur excès de zèle. Cependant, attendre trop longtemps risquerait d'être interprété par les militaires comme un acte de collaboration avec la subversion. Face à un tel dilemme, c'est avec beaucoup d'appréhension que les *finqueros* se rendent à la caserne militaire de la ville voisine de Coatepeque pour accomplir leur devoir civique.

En guise de représailles contre la guérilla, l'armée organise des battues. Les ouvriers de plantation sont alors réquisitionnés pour une ou deux journées. Les *finqueros* affirment que ces opérations sont par-

faitement inutiles. Ironiquement, ils disent qu'« il suffit que la guérilla se pointe d'un côté pour que les militaires l'aperçoivent de l'autre ». Bien entendu, les *finqueros* ne peuvent pas se permettre de désavouer publiquement les militaires sous peine d'être pris à leur tour pour des subversifs. En réalité, les battues seraient probablement mieux acceptées par les planteurs si elles étaient couronnées de succès. Mais, au lieu de cela, ces manœuvres placent les *finqueros* et les *rancheros* dans une situation périlleuse, à la croisée des feux des deux camps.

### LES CONSÉQUENCES ET LES LIMITES DE L'ACTION DE L'ORPA

Avec le temps, la stratégie de l'ORPA a incontestablement accéléré les changements dans les conditions de vie et de travail des populations. Extrêmement surpris par ces visites répétées, les *finqueros* ont eu tôt fait de répondre favorablement aux exigences de leurs redoutables « inspecteurs du travail ». Bien qu'ils ne l'avouent pas ouvertement, les planteurs savent que la guérilla surveille leurs agissements. De manière générale, ils se montrent donc aujourd'hui plus respectueux des droits des ouvriers (versement du salaire minimum, des congés payés et des congés maladie) qu'il y a une quinzaine d'années. De même, l'habitat ouvrier dans la région s'est sensiblement amélioré depuis 1980 (maisons reconstruites en parpaings de béton, consolidation de l'abri prévu pour le bois de chauffe, rénovation des allées des villages).

Ces améliorations ne sont cependant pas le fait des seules plantations qui ont reçu la visite de la guérilla. En effet, nombreux furent les planteurs qui modifièrent leur politique sociale avant d'y avoir été obligés. Si la rumeur a eu un effet d'entraînement important dans la région, il est également probable que l'ORPA a porté une grande attention à la situation géographique des exploitations qu'elle visitait. Les guérilleros ont ainsi choisi des *fincas* situées le long des routes et à proximité des villages, de telle sorte que le message divulgué se répande plus rapidement et qu'il touche davantage de monde.

Les succès remportés par l'ORPA sur le terrain ont cependant des limites. Ainsi, le droit à la syndicalisation des ouvriers agricoles (qui

existe depuis 1944), l'évolution de la situation des femmes et l'amélioration des conditions de travail des ouvriers saisonniers n'ont jamais été, à ma connaissance, des thèmes de revendication de la part des guérilleros. Il est vrai que l'un des objectifs de la politique de main-d'œuvre des *finqueros* est de freiner les mouvements de solidarité collective entre les ouvriers. Pour ce faire, ils s'appuient sur des oppositions identitaires et sociales en partie pré-existantes, comme le clivage Indien/Métis et « ouvriers permanents »/« ouvriers temporaires ». C'est ainsi que les habitants de la plantation où j'ai séjourné vivent dans deux zones séparées. Tandis que le « campement du bas » regroupe des ouvriers se reconnaissant comme des « Natifs de la Côte » (c'est-à-dire comme des gens plutôt du côté de l'univers culturel des Métis) depuis plus d'un siècle, le « campement du haut », dont la fondation date des années 1960, réunit des familles se réclamant d'une origine indienne. Or, en dépit de l'uniformité des modes de vie liée à l'ordre de la plantation, le *finquero*, par le truchement de la division socio-ethnique du travail et l'établissement de relations personnalisées avec certains ouvriers, entretient - et même renforce - les oppositions pour mieux régner sur l'ensemble des individus. Il en est de même pour les équipes d'ouvriers temporaires qui ne vivent pas à la *finca* (journaliers, saisonniers...). Celles-ci ne travaillent jamais ensemble sur les mêmes parcelles, ceci dans le but explicite de freiner d'éventuelles velléités d'actions collectives. Pour leur part, c'est sans doute dans la crainte de mettre en péril la position précaire de leurs époux que les femmes ne se mêlent guère des problèmes de travail des hommes. Dans ces conditions, les incitations égalitaires de l'ORPA auraient rencontré de fortes résistances de la part des populations *rancheras* elles-mêmes. Pour celles-ci, la conscience de classe, si tant est qu'elle existe, reste largement subordonnée aux représentations ethniques ou aux appartenances villageoises.

#### PEUT-ON « OUBLIER » LA GUÉRILLA ?

Mon statut d'ethnologue a été difficile à faire accepter vis-à-vis de la plupart des *finqueros*. Pendant de longs mois, j'ai eu à expliquer en quoi

ma démarche se distinguait de celle de l'agitateur politique agissant contre l'ordre établi et incitant les populations à la rébellion<sup>5</sup>. Par rapport à l'Armée, omniprésente sur le terrain, ma présence a également été difficile à justifier : comme, au Guatemala, toute enquête est susceptible d'utilisation à des fins politiques, on peut penser que ma présence a été très tôt signalée à la base militaire de la région et que mes moindres agissements ont été suivis. Simultanément, j'ai dû longuement convaincre les ouvriers du café que je n'étais pas un espion à la solde des planteurs !

Au-delà de ces difficultés, qui sont finalement habituelles et surmontables dans l'exercice de l'anthropologie, le véritable défi de mon enquête a été celui de donner une place et un sens à une part de contexte imprévue. À la question de savoir si l'irruption de la guérilla dans les plantations était une simple anecdote qu'il me fallait seulement mentionner pour mémoire ou l'indice d'un changement plus profond et durable de mon terrain, j'ai opté pour la seconde solution.

D'abord, les objectifs à vocation sociale poursuivis par la guérilla dans les plantations me paraissaient particulièrement originaux, du moins comparés à ceux – davantage politiques – qu'on lui suppose habituellement. En outre, les « visiteurs verts » apparaissent comme de véritables acteurs et agents du changement social. La guérilla exerçait – et continue toujours d'exercer – sur les planteurs et les plantations un certain type de contraintes, porteuses de transformations sociales multiples, au même titre que les fluctuations du marché du café ou les aléas climatiques. Dans ce contexte, il aurait été réducteur, voire même fallacieux, d'« oublier » la guérilla.

Sans doute faut-il préciser que les « visites » ont connu des statuts différents et contradictoires au cours de l'enquête. Événement exceptionnel à la limite du sensationnel, elles sont devenues de simples données de l'enquête, pour finalement constituer un rouage déterminant de l'analyse. C'est, en fait, la familiarité croissante du chercheur avec son terrain qui lui permet de retenir les données les plus pertinentes,

5. Pour de nombreux planteurs, ce sont les jésuites dont certains étaient des anthropologues qui ont encadré la révolution au Salvador et au Nicaragua.

d'établir une hiérarchie entre elles et d'interpréter leur sens. L'ethnologue qui, en prenant le temps de l'enquête longue, connaît bien son terrain n'est-il pas le mieux à même de faire la part entre ce qui ressort de l'anecdotique et ce qui relève du changement social ?

Certes, le fait de considérer un événement donné comme l'indice d'un changement social plus profond et durable induit un certain style d'anthropologie. Ici, l'accent doit être mis davantage sur les stratégies d'acteurs que sur les effets de structure. Dans ce cas, la description et l'analyse des faits, des dynamiques sociales, des ruptures et des conflits l'emporte sur l'étude des continuités et des invariants structurels. Néanmoins, cela ne signifie pas que l'anthropologue doit choisir entre un pôle ethnographique et un pôle théorique irréconciliables. Cela signifie plutôt que la vigueur d'un événement impose parfois au chercheur de faire davantage de place aux données immédiates, quitte à revenir par la suite à des considérations plus structurales. C'est probablement dans le va-et-vient perpétuel entre ces deux étapes nécessaires de la recherche que se bâtit, dans une sorte de chantier permanent, le travail et le terrain de l'anthropologue.

Suremain Charles-Edouard de. (1997)

Les visiteurs verts : la guérilla dans les plantations  
guatémaltèques

In : Agier Michel (ed.), Augé M. (pref.) Anthropologues en  
dangers : l'engagement sur le terrain

Paris : Jean-Michel Place, (30), 39-49. (Les Cahiers de  
Gradhiva ; 30). ISBN 2-85893-300-6